

INTERVENTION COMMUNISTE



JOURNAL DU PARTI COMMUNISTE
REVOLUTIONNAIRE DE FRANCE



N° 149 2 €

Prolétaires de tous les pays, Unissez-vous !

Novembre Décembre 2018

RÉVOLTES POUR LE POUVOIR D'ACHAT

EDITO La question du pouvoir d'achat revient en force sur le devant de la scène.

C'est la hausse des taxes sur le carburant qui a mis le feu aux poudres. Il n'y a rien de plus injuste que la fiscalité indirecte : elle frappe les revenus les plus faibles. Le litre d'essence a dépassé 1,5 euro le litre. Ces messieurs du gouvernement prétendent que c'est à cause de la hausse du prix du pétrole et pas de la taxe : plus de 6 centimes de taxe sur le diesel, plus 3 sur l'essence, de toute façon ça s'ajoute ; d'autant que de fait, le prix des carburants, c'est à 60 % des taxes. La transition écologique est le prétexte pour attaquer le pouvoir d'achat, et en particulier celui des travailleurs. On ne peut admettre l'argument écologique, qui n'est pas que gouvernemental : les socialistes, quand ils sont au gouvernement, l'utilisent à tour de bras, et les Verts en rajoutent à tous moments, au point de faire appel à la fermeté des pouvoirs publics. Au nom du fait que les pollueurs doivent être les payeurs. Mais les travailleurs ne sont pas des pollueurs quand ils utilisent leur voiture : ils livrent la force de travail qu'ils ont vendue au patronat. Pour la plupart, ils n'ont pas d'autre moyen de la faire, étant donné que le réseau de transport en commun est insuffisant dans la plupart des agglomérations, que le déplacement des activités économiques vers les périphéries urbaines contraint les salariés à utiliser leur voiture. Quand ils ont choisi le diesel (la bête noire, sans qu'on sache exactement si c'est pour des raisons vraiment écologiques ou si c'est pour justifier le racket), c'était parce que cela revenait moins cher, pas pour déverser du CO2 dans l'atmosphère ! Par conséquent, c'est au capital de faire les frais de la transition énergétique, pas aux salariés. Et puis, il ne faudrait pas oublier que les différentes directions politiques de la bourgeoisie de ce pays, depuis près de 70 ans, ont toutes donné la priorité absolue à la route ! Doit-on rappeler que le ministre des finances de Hollande, Emmanuel Macron, a fait adopter une loi qui donnait priorité au transport par autocar (au diesel donc) et que, devenu Président de la République, il s'est attaqué au statut de la SNCF, et que les lignes secondaires ferment les unes après les autres, pour être remplacées par des autocars et des camions... de la SNCF. Parallèlement, gouvernement et patronat des chambres de commerce s'opposent à toute extension de la circulation fluviale pour les mêmes raisons qu'ils s'opposent au che-

min de fer : il s'agit de protéger les profits des pétroliers, des patrons de l'automobile (l'augmentation des cylindrées est impressionnante dans les ventes de véhicules neufs), et des monopoles des travaux publics comme Vinci.

Mais la question du pouvoir d'achat ne saurait se réduire à la seule question du carburant.

Les retraités, par exemple, ont vu leurs revenus sérieusement touchés par l'augmentation de la CSG ; les salaires réels stagnent sous l'effet du retour de tendances inflationnistes, d'augmentation des loyers et des charges, de la spéculation immobilière..., nourrissant une colère qui monte de partout. Elle est nourrie, quand on apprend que Carlos Gohn détourne trente millions d'euros au fisc japonais, avec la complaisance de Bruno Le Maire, ministre français de l'économie et des finances.

Mais le paradoxe, c'est que la colère ne débouche pas sur des mouvements sociaux d'ampleur.

La journée interprofessionnelle du 9 octobre, comme celle du 18 pour les retraités, ont été décevantes. Le mouvement syndical ne parvient pas à exprimer cette colère, laissant le champ à des mouvements vite relayés par les médias de la bourgeoisie, comme celui dit « des gilets jaunes » : il s'agit de détourner les travailleurs de leurs organisations et de poursuivre la désorganisation du monde du travail en faisant croire que les réseaux sociaux se suffiraient à eux-mêmes pour organiser le mécontentement. Or plus de partis ni de syndicats signifie plus de direction. Ils ont déjà fait le coup lors des soi-disant « printemps arabes ». Et surtout, plus de participation de la classe ouvrière : c'est la petite bourgeoisie qui décide et elle appelle à y participer, sans distinction de classe, patrons et travailleurs en tant que... consommateurs. Si on en reste là, le capitalisme peut dormir sur ses deux oreilles ! Pour autant, les revendications sont justes et ce n'est pas le rôle des organisations syndicales ou des organisations qui prétendent représenter les masses populaires de jouer les pompiers sociaux de Macron. Il serait préférable qu'elles s'interrogent sur l'écho de tels appels et qu'elles en tirent quelques réflexions stratégiques. L'expérience du 17 novembre a montré que lorsque les syndicalistes ont participé à ce mouvement, comme dans le Nord, ils ont été bien accueillis, leurs slogans ayant été repris.



Les difficultés du mouvement populaire à s'organiser, à s'engager dans la bataille pour faire front face à la politique des monopoles que Macron représente, sont un des éléments de la crise politique que le pays traverse.

Crise de ceux d'en haut, ce dont témoigne l'aggravation de leurs contradictions, au niveau international et national. La poussée de l'extrême-droite fascisante un peu partout est un signe, dans la mesure où elle s'inscrit dans le sillage de Trump. Mais il y a aussi une extrême-droite « propre sur elle » à la Macron, qui ne vaut guère mieux puisqu'elle remet en cause tout autant les libertés démocratiques, les droits sociaux hérités des combats du XX^{ème} siècle quand existait un camp socialiste. Son dernier "dérangement" sur Pétain est significatif ; pour au moins deux raisons : tout d'abord, Pétain n'étant plus maréchal depuis 1945, rétablir subrepticement son titre est une forme de réhabilitation. Il a été condamné non seulement pour avoir capitulé en 1940, mais aussi pour ses crimes contre la Résistance, contre les juifs et les tziganes, pour avoir établi sous la protection de l'occupant une dictature fasciste. Et d'autre part, le choix de Macron d'honorer le commandement de l'armée française en 1914-1918 est purement et simplement scandaleux (indépendamment de nos propres raisons de communistes qui condamnons la boucherie impérialiste) : cette direction militaire, du premier au dernier jour de la guerre, et en particulier ces maréchaux-là, ont fait preuve d'une désinvolture criminelle vis-à-vis des soldats, les envoyant à la mort pour la gloire du communiqué, quand ce n'était pas pour l'exemple (comme Pétain). Ces maréchaux et généraux qui avaient fait une partie de leur carrière en massacrant les peuples qui résistaient à la colonisation, et qui avaient tous été anti-dreyfusards, pas seule-

ment parce qu'antisémites, mais aussi par haine de la République fût-elle bourgeoise, parce que trop démocratique à leur goût ! Depuis 1945, il est clair que chaque fois qu'on a voulu revenir sur le verdict d'indignité nationale, on a longuement bavardé sur les prétendues qualités de Pétain comme... chef militaire en 1914-1918.

Ceci dit, dans le climat de mécontentement général, de rejet du locataire de l'Élysée, "l'itinérance mémorielle" (sic) d'Emmanuel Macron (gageons qu'une des manifestations qui l'ont accueilli resteront dans sa mémoire...) semble à des milliers de kilomètres des préoccupations populaires, tout autant que sa grande idée consistant à rassembler les "progressistes" contre les "populistes". Et les choses ne devraient pas s'arranger avec les réformes des allocations chômage et des retraites...

La crise touche aussi ceux qui prétendent représenter ceux d'en bas.

De ce point de vue, ce qui se passe au PCF est significatif de la perte de racines de ce parti, qui était plus ou moins épargné jusque-là. Or la préparation de son congrès a révélé que les militants du PCF ne veulent plus d'un parti qui n'a plus de crédibilité, qui est à la remorque tantôt de Mélenchon et de la FI, tantôt du PS, et dont beaucoup de travailleurs et travailleuses, de jeunes, ne savent même plus qu'il existe.

Suite page 2

SOMMAIRE

- P. 2 : Édito (suite) / 100 ans après la boucherie impérialiste / Macron : communication et monde réel
- P. 3 : Non à la Loi ELAN / Budget 2019 : les vautours du capital à la curée
- P. 4 : Réforme des retraites / Éducation
- P. 5 : Une lutte exemplaire : Hôtel-Park-Hyatt-Vendôme / Livre sur la CGT (JP Page) / Ascoval
- P. 6 : Retrait des USA de l'accord signé sous Gorbatchev / Hommage aux camarades vénézuéliens assassinés
- P.7 : Le Brésil sous la menace / Cuba-RPDC
- P. 8 : Vie du Parti / « Marx et Octobre 17 pour préparer l'avenir », un livre à ne pas manquer !

**Intervention communiste,
un journal au service de la classe ouvrière et de ses alliés !
Sans subvention ni publicité !
Exprimez votre soutien en vous abonnant
(bulletin d'abonnement en page 8) ou en faisant un don !**